

Modalités de prise en compte de participations de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz naturel

Date de la contribution : 24/03/2022

Introduction

Contribution inter-associative

En réponse à la consultation publique de la CRE concernant les modalités de prise en compte de participations de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz naturel

24 mars 2022

Introduction

Compte tenu du fort impact environnemental des projets d'infrastructure gazière et des unités de production de méthane qu'ils suscitent, nous considérons que cette consultation dite « publique » ne respecte pas le droit à l'information et à la participation du public. En matière d'environnement, ce droit a été établi par la convention d'Aarhus, dont la France est signataire ; il s'applique en droit interne, comme l'a rappelé le Conseil d'Etat en novembre dernier.

Cette consultation de la CRE manque d'une publicité suffisante pour être considérée comme étant véritablement « publique ». Il en va de même pour la note technique, qui n'étant pas traduite en langage non technique, n'est pas accessible au public. En tant qu'associations agissant pour la protection de l'environnement, de la santé et du cadre de vie, nous demandons à ce que des procédures garantissant la transparence des décisions de la CRE et un accès réel à l'information et à la participation du public soient mises en place sans tarder.

En attendant, vu les conditions dans lesquelles cette consultation a été réalisée, ses conclusions ne pourront pas attester d'une quelconque « *acceptabilité sociale* » des décisions qui seront prises par la CRE à la suite de sa mise en place.

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE pour le dispositif de participation de tiers financeurs dans le financement des programmes d'investissement de renforcement des réseaux ?

Défavorable

Commentaire :

Nous sommes défavorables à cette évolution, compte tenu qu'elle cherche à faciliter le développement de la méthanisation en injection sans qu'un véritable débat démocratique n'ait été mis en place. Or, un tel débat est aujourd'hui indispensable, compte tenu des conséquences sociales, économiques et écologiques du développement de cette filière.

Les projets de renforcement du maillage et les installations de rebours ont des conséquences directes sur l'aménagement des territoires qui ne peuvent pas être saisies par une étude technico-économique ne tenant compte que du potentiel de production de méthane sur un territoire donné.

Au contraire, le champ de cette étude devrait s'étendre aux externalités négatives que le développement du projet pourraient entraîner : sur le réseau routier, les paysages, les autres activités économiques du territoire (dont notamment, l'agriculture paysanne et le tourisme), la santé et la qualité de vie des populations (avec un impact conséquent sur le système de santé) et, bien évidemment, sur l'environnement, avec des enjeux importants en termes de biodiversité, de gestion de la ressource en eau et des risques avérés de pollution de l'eau, de l'air et des sols...

Compte tenu qu'il s'agit de décider de l'allocation de ressources publiques pour des installations censées contribuer à la réduction de gaz à effet de serre, il paraît également indispensable qu'un bilan énergétique global de chaque projet soit demandé. Un tel bilan devrait mettre en regard le volume de gaz que ces nouvelles installations pourraient apporter au réseau, avec la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre induites par tout le processus, allant de la construction des infrastructures à leur démantèlement, de la production du gaz méthane à sa consommation. Sans prétendre l'exhaustivité, un tel bilan devrait prendre en compte :

§ La construction et le démantèlement des infrastructures gazières (maillage et/ou rebours) et les unités de production suscitées par ces infrastructures.

§ Le process de fabrication de gaz au sein des digesteurs, le fonctionnement des sites et l'éventuelle hygiénisation des digestats.

§ Les risques de fuite de gaz méthane, sur site et sur le réseau de distribution, sachant que si ces fuites dépassent 4%, la méthanisation a un impact sur l'effet de serre plus fort que l'utilisation des carburants fossiles.

§ La quantité de CO₂ produite lors de ce process et libérée sur site, au moment de l'épuration par le poste d'injection (environ 40 % du mélange de gaz produit par le méthaniseur) et par les torchères, en cas de panne ou d'entretien des installations.

§ Le CO₂ émis lors de l'utilisation du méthane par les consommateurs.

§ Les émissions liées à l'augmentation du trafic de poids lourds et d'engins agricoles, qui fonctionnent avec des carburants fossiles, en tenant compte de leur utilisation à toutes les étapes : construction / démantèlement de structures, fonctionnement des sites de production, transport de matières (intrants et digestats), travaux agricoles (cultures dédiées et CIVES, ensilage d'herbe, épandage de digestats...).

§ Le risque de volatilisation de l'azote ammoniacal contenu dans le digestat, lors des épandages.

Le résultat de l'évaluation environnementale, incluant le bilan énergétique et des émissions de GES devrait être soumis à l'avis de l'Autorité Environnementale. L'avis des collectivités territoriales concernées et plus largement, du public devrait être sollicité via la mise en place de consultations publiques dûment publicisées. Au préalable, l'accès à l'information devrait être garanti, par l'organisation de réunions publiques d'information et d'échange ainsi que par une mise à disposition préalable de toute la documentation relative au projet, en langage non technique.

A l'heure actuelle, la méthanisation se déploie à grands renforts de fonds publics, dans la plus grande opacité et sans mesurer son impact environnemental. Ses bénéfices supposés sur la réduction de gaz à effets de serre sont énoncés comme un postulat et non pas comme le résultat d'une évaluation objective de chaque projet.

Or la production d'une énergie vraiment renouvelable ne peut se faire au détriment de la ressource en eau, ni de la qualité de l'air ou des sols ou encore, de la biodiversité, de la santé humaine, de l'agriculture paysanne ou de la sécurité alimentaire. L'allocation de ressources publiques à des projets dangereux pour l'environnement et les êtres vivants au nom de la production d'une énergie dite « verte » est un non-sens écologique et social.

Actuellement, la CRE participe au développement anarchique de la méthanisation. L'évolution des critères de validation des projets d'infrastructure, proposée dans cette consultation, ne fera qu'aggraver cette situation. C'est pourquoi nos associations donnent un avis défavorable et réclament qu'au contraire, des critères plus strictes soient mis en place pour la validation de ce type des projets d'infrastructures gazières et ce, à l'issue d'un débat démocratique éclairé par des scientifiques indépendants, tels que ceux réunis au sein du CSNM et du GREFFE.

Liste des pièces jointes à la contribution :

CRE_consultation_publique_BVP_PAE_LDP_FOPPMA_GRAPE.pdf